

L'arme nucléaire française doit-elle perdurer ?

Nous ne vivons plus lors de la guerre froide, mais en 2012. Pourtant malgré les bouleversements géostratégiques intervenus ces dernières décennies persiste un raisonnement antérieurs . C'est notamment le cas pour des responsables, politiques, des chercheurs. Ils considèrent que cette arme modernisée est indispensable à la sécurité de la France, une « assurance vie » au statut de grande puissance, au rayonnement de notre pays dans le monde. Bruno tertraise, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, écrit notamment dans un article paru dans la revue « Défense nationale » : « l'intérêt pour la France de continuer à disposer d'une force de dissuasion autonome n'est guère contesté dans le champs politique, pas plus qu'il ne l'est dans l'opinion publique. Notre retour dans l'organisation intégrée de l'Otan rend sa pérennité d'autant plus opportune ; c'est à la fois le symbole et la garantie du maintien de notre liberté d'action ». Guère contesté ? Le prétendre c'est ignorer le débat qui grandit sur une telle opportunité. Représentants politiques, militaires, spécialistes, apportent une contestation ouverte. Ainsi Paul Quilès, ancien ministre de la Défense, estime que depuis la chute de Mur de Berlin, « l'état des risques et des menaces n'a en effet aujourd'hui plus rien de commun avec ce qu'il était dans la période de la guerre froide. Dans le même esprit le général Bernard Norlain, dans un article d'expression libre du journal « Le Monde », parle d'une arme inutile et coûteuse, qui représente un danger mortel pour notre survie ». Cet argument à l'appui il conclut « que l'arme nucléaire n'est plus l'alpha et l'oméga de notre sécurité et que notre assurance-vie peut devenir notre assurance-décès ». Paul Quilès et le général Norlain sont co-signataires d'une tribune : « Ne laissons pas l'arme nucléaire en héritage », regroupant des personnalités politiques et militaires franco-britanniques. Comme on peut le constater que ce fameux consensus souvent évoqué et non prouvé, n'existe pas réellement. Toutefois les déclarations contestant l'arme nucléaire sont très souvent passées sous silence malgré leur intérêt. C'est pourquoi l'IDRP a décidé de les publier dans ses cahiers trimestriels afin de contribuer au débat nécessaire.

Jacques Le Dauphin
Directeur de l'Institut de Documentation et Recherche sur la Paix
Février 2012